

“J’en veux à ceux qui votent sur des clichés”

■ Philippe Defeyt compare les scrutins de 2003 et de 2014 pour Ecolo et pointe les ressemblances.

Le dimanche 18 mai 2003, lors des élections législatives, les électeurs sanctionnent lourdement Ecolo qui participait pour la première fois au pouvoir dans une coalition Arc-en-Ciel dirigée par Guy Verhofstadt. La fin de législature au fédéral aura donc été marquée par les départs anticipés de la ministre Isabelle Durant et du secrétaire d'Etat Olivier Deleuze, avant des élections catastrophiques.

Ce soir-là, le secrétariat fédéral du parti, encore composé de trois membres, Philippe Defeyt, Evelyne Huytebroeck et Marc Hordies, ne jette pas l'éponge. Le lendemain de ce dimanche noir pour les verts, ils décident de maintenir les ministres régionaux et communautaires Ecolos encore en place et de rester aux commandes du parti jusqu'aux élections régionales qui doivent se tenir en 2004. Un groupe d'une quinzaine de personnes est alors mis sur pied. Il produit la note Phénix, qui fait des propositions pour rebondir. Une démarche mal vécue par la base. Trois semaines après les élections calamiteuses, le trio démissionne. Début juillet, Jean-Michel Javaux, Evelyne Huytebroeck et Claude Brouir (dans un rôle administratif) prennent la tête d'Ecolo.

Si nous rappelons ces faits, c'est évidemment parce que la situation des Ecolos, une semaine après le triple scrutin du 25 mai, est relativement comparable et que le maintien ou non du secrétariat fédéral actuel (Deleuze et Hoyos) n'a pas encore été réellement tranché.

Les arguments douteux

Philippe Defeyt, secrétaire général en 2003, a bien voulu comparer avec nous les deux si-

tuations : *“Je pense qu’il y a des points communs même si les choses ne sont jamais semblables. La manière dont certains ont caricaturé la position d’Ecolo à coups d’arguments douteux est assez similaire. Tout cela me donne un sentiment d’injustice. Ecolo a réalisé durant la législature en région des choses extrêmement positives qui sont passées au bleu. On nous dit qu’il faudrait faire comme les autres partis en mettant aussi en place une mutuelle et un syndicat par exemple. Je m’y refuse, notre éthique, c’est notre faiblesse et notre force.”*

Philippe Defeyt est encore plus amer lorsqu’il évoque certains points précis de la défunte campagne électorale : *“Personne n’a demandé aux présidents de partis comment ils comptaient assainir les finances publiques et organiser l’équilibre budgétaire d’ici à 2017.”*

Mais il revient aussi sur sa propre démission et se refuse à jeter l’opprobre sur Olivier Deleuze et Emily Hoyos : *“La responsabilité est toujours collective. Démissionner ne résout pas les problèmes du jour au lendemain. C’est une question de circonstances, à l’époque j’ai estimé qu’il fallait le faire. Nous devons faire une sérieuse introspection.”*

Est-il déçu par la volatilité importante du vote en faveur de son parti ? *“L’évolution d’une démocratie, c’est une responsabilité partagée entre politique et électeur. Je n’en voudrai jamais aux gens de voter pour un autre parti démocratique que le nôtre, mais je veux en vouloir à ceux qui votent sur des caricatures et des clichés. On constate qu’effectivement s’installent dans notre so-*

ciété des formes d’individualisme et un manque d’éducation politique.”

Pour l’avenir, Philippe Defeyt souhaite que son parti travaille dans l’opposition de manière constructive en continuant à dénoncer l’inacceptable. *“L’avenir nous donnera raison comme cela a été le cas dans le dossier Francorchamps. Il faut continuer à dénoncer les cumuls, l’argent que l’on jette dans Francorchamps, les problèmes liés à la mobilité et à la pollution liée aux voitures. Je plaide avec force pour une redevance au kilomètre. Sur ce sujet j’avais été allumé il y a quinze ans par Van Cau. Je constate encore aujourd’hui que le jeu politique consiste toujours à faire trébucher son adversaire plutôt que d’avancer ensemble.”*

Être moins gentils

En guise de conclusion, notre interlocuteur reste persuadé que les préoccupations de son parti intéressent toujours le citoyen, mais qu’Ecolo doit revoir sa manière de communiquer : *“Nous devons aussi nous montrer plus durs et moins gentils. Quand on a vu la mauvaise foi de Willy Borsus (MR) qui, au Parlement wallon, sur l’éolien a changé trois fois de position en un an... Vous savez, les mesures qui sont proposées, comme la taxation des loyers, la taxation au kilomètre, le cadre éolien et autres, ce sont des mesures qui sont profitables à 80 % de la population. Le problème, c’est que les 20 % qui risquent d’être touchés font croire aux autres qu’ils risquent de l’être aussi.”*

Stéphane Tassin,

“Démissionner ne résout pas les problèmes du jour au lendemain”

PHILIPPE DEFEYT

Ancien secrétaire fédéral d'Ecolo.